Questions orales

Le gouvernement actuel fait preuve d'un cynisme flagrant. Le premier ministre (M. Mulroney) et les membres de son Cabinet dépensent sans compter pour se procurer ce qu'ils veulent; par exemple, le Cabinet le plus nombreux de l'histoire, un effectif énorme, des installations dignes d'un président, des délégations exagérément nombreuses, comme celle des quatre hauts fonctionnaires qui assistaient à la mi-mars à Orlando au congrès de la *American Society of Association Executives* et qui ont exigé de loger dans des hôtels cinq étoiles plutôt que quatre, des installations de première classe tout à fait superflues pour l'aéroport de la circonscription du premier ministre le renflouement de banques, les nominations de sénateurs, le favoritisme et le népotisme, le cinéma dispendieux à domicile, tandis que les usagers de la poste dans les régions éloignées...

M. le Président: A l'ordre, je vous prie. Soixante secondes.

* * *

LE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL

LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE EN NOUVELLE-ÉCOSSE

M. Gérald Comeau (South West Nova): Monsieur le Président, je voudrais vous signaler certains des signes de santé que l'économie de la Nouvelle-Écosse donne depuis septembre 1984.

En mai, le taux d'inflation y atteignait 3.5 p. 100, alors que la moyenne nationale était de 4.1 p. 100. En avril 1986, le chiffre global des exportations totales était supérieur de 30 p. 100 à celui d'avril 1985. La valeur totale des permis de construction émis en 1985 a augmenté de 18.9 p. 100 par rapport à 1984. En 1985, le nombre de mises en chantier s'est accru de 51 p. 100, pour atteindre son plus haut niveau en huit ans. Les ventes au détail ont grimpé, quant à elles, de 14.5 p. 100 depuis les élections. Enfin, selon les estimations, le revenu agricole net aurait augmenté de 7.5 p. 100, en 1985.

Avec ce genre de résultats, les habitants de la Nouvelle-Écosse peuvent, enfin, envisager l'avenir avec optimisme.

* * *

LA CHAMBRE DES COMMUNES

PRÉSENCE À LA TRIBUNE DU MINISTRE DES TERRES, DES PARCS ET DU LOGEMENT DE LA COLOMBIE-BRITANNIQUE

M. le Président: Je voudrais signaler aux députés la présence à notre tribune de l'honorable Jack Kempf, ministre des Terres, des Parcs et du Logement de la Colombie-Britannique.

Des voix: Bravo!

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

LES NÉGOCIATIONS ENTRE LE CANADA ET LES ÉTATS-UNIS—LA POSITION DES ÉTATS-UNIS SUR LA QUESTION DES SERVICES FINANCIERS

Le très hon. John N. Turner (chef de l'Opposition): Monsieur le Président, le premier ministre étant absent, je poserai

ma question au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Il y a eu du nouveau, du côté commercial, aujourd'hui, juste au moment où nous commençons à croire que le premier ministre souhaitait négocier un accord commercial global, conformément à ses intentions initiales.

Les Américains nous ont fait savoir que les services financiers resteraient en dehors des négociations. Si c'est le cas, allons-nous négocier ou non un accord global? S'il s'agit d'une entente sectorielle, comme les Américains commencent peut-être à le reconnaître, pourquoi ne pourrions-nous pas, de notre côté, laisser les industries culturelles et le Pacte de l'automobile en dehors de ces négociations?

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, nous allons négocier un accord global. Il n'y aura pas de négociations sectorielles. Les États-Unis décideront de ce qu'ils veulent mettre sur le tapis, et nous en ferons autant. Nous laissons nos industries et notre politique culturelles en dehors de ces négociations commerciales. Nous n'avons nullement l'intention de discuter du Pacte de l'automobile dont nous sommes très satisfaits, car nous ne voyons pas la nécessité de modifier une entente qui fonctionne bien.

Nous avons répété tout cela un nombre incalculable de fois. Si le chef de l'Opposition pose sans cesse les mêmes questions, c'est sans doute parce qu'il n'a pas de politique bien arrêtée à ce sujet.

[Français]

LE LIBRE-ÉCHANGE—L'ÉTENDUE DU MANDAT DU NÉGOCIATEUR

Le très hon. John N. Turner (chef de l'Opposition): Monsieur le Président, j'aurai l'occasion cet après-midi même de constater à nouveau notre politique qui représente les vues unanimes de notre caucus.

Monsieur le Président, je pose encore la question: La confusion a été accélérée hier soir par une remarquable confrontation entre M. Reisman et M. Murphy devant la télévision. M. Reisman prétend que nos programmes sociaux ne sont pas sur la table, et M. Murphy constate que oui.

Est-ce que, finalement, le secrétaire d'État peut nous élaborer la situation? Y a-t-il un mandat précis pour M. Reisman? Il peut peut-être le déposer sur la table, ici, à la Chambre, pour que nous puissions savoir ce qui se passe et si M. Reisman avait reçu des instructions claires pour ne pas ajouter à la confusion publique tous les soirs.

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, ce sera bien intéressant pour la Chambre des communes aujourd'hui de voir la politique unanime du parti libéral d'aujourd'hui, et demain, il y aura une autre politique unanime du parti libéral!